



BUDGET 2006

Département de la justice et des
finances

Delémont, octobre 2005

Embargo jusqu'au mercredi 5 octobre 2005 à 12h00

Présentation du budget 2006 de la République et Canton du Jura

Table des matières

Modifications du Parlement apportées lors de sa séance du 22 février 2006 (2 pages)

Communiqué du 5 octobre 2005

1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat	1
Présentation schématique du budget en 4 phases	2

2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges.....	3
Evolution des charges (graphique)	4
Principales variations des charges par rapport au budget 2005	5
Evolution des dépenses générales	6
Evolution des dépenses de transfert.....	7
Classification fonctionnelle des charges brutes réelles totales	8
Evolution de l'effectif du personnel	9
Evolution des revenus.....	10
Evolution des revenus (graphique)	11
Principales variations des revenus par rapport au budget 2005	12
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux.....	13
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique)	14

3. Compte d'investissement

Volume des investissements réalisés sur le territoire cantonal.....	15
Les grands chantiers de l'Etat.....	16
Répartition des subventions nettes d'investissements.....	17

4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et du financement	18
Evolution du degré d'autofinancement des investissements	19
Evolution de la dette et des intérêts passifs.....	20
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique)	21
Evolution des quotes-parts de l'Etat.....	22
Politique financière.....	23

TRÉSORERIE GÉNÉRALE
COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET 2006 APRES DECISION DU PARLEMENT DU 22 FEVRIER 2006

	PROJET DE BUDGET 2006		BUDGET DEFINITIF 2006	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
FONCTIONNEMENT				
Charges et revenus	690'365'900	677'615'300	688'415'900	676'932'800
Excédent de charges		12'750'600		11'483'100
INVESTISSEMENT				
Total des dépenses et recettes	55'751'700	15'646'500	55'881'700	15'891'500
Investissements nets		40'105'200		39'990'200
FINANCEMENT				
Investissements nets	40'105'200		39'990'200	
Amortissements		33'000'000		33'000'000
Excédent de charges	12'750'600		11'483'100	
Insuffisance de financement		19'855'800		18'473'300
VARIATIONS AU BILAN				
Insuffisance de financement	19'855'800		18'473'300	
Report au bilan (passifs)	48'646'500		48'891'500	
Report au bilan (actifs)		55'751'700		55'881'700
Diminution de la fortune		12'750'600		11'483'100
DEGRE D'AUTOFINANCEMENT		50.49%		53.81%

Delémont, le 22 février 2006

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

MODIFICATIONS DU BUDGET 2006 APPORTEES PAR LE PARLEMENT (séance du 22 février 2006)						
UNITES ADMINISTRATIVES ET OBJETS	RUBRIQUES	PAGES	PROJET DE BUDGET		BUDGET DEFINITIF	
			Charges	Revenus	Charges	Revenus
FONCTIONNEMENT						
<u>Gouvernement</u>						
Réduction de postes dans l'administration	101.301.02	50	0		-1'000'000	
Réduction de postes dans l'enseignement	101.302.02	50	0		-1'000'000	
Incidence sur parts des communes et autres recettes	101.452.00	50		0		-700'000
<u>Office des eaux et de la protection de la nature</u>						
Signalisation des réserves naturelles	410.313.02	192	30'000		80'000	
Subventions fédérales	410.460.01	193		354'000		371'500
INVESTISSEMENT						
<u>Service de l'informatique</u>						
Equipements et applications informatiques	130.506.00	62	3'000'000		2'835'000	
<u>Service des ponts et chaussées</u>						
Aménagement du réseau routier (+ Courrendlin)	450.501.00	214	4'760'000		4'955'000	
Subventions fédérales pour l'aménagement routier	450.660.00	214		1'769'000		1'964'000
<u>Service des transports et de l'énergie</u>						
Subventions d'encouragement énergétique	470.562.00	234	225'000		325'000	
Subventions fédérales	470.660.00	234		150'000		200'000
Delémont, le 22 février 2006						

2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 50 50
f +41 32 420 50 51
secr.rpj@jura.ch

EMBARGO MERCREDI 5 OCTOBRE 2005 – 12H

Delémont, le 5 octobre 2005

Communiqué de presse

Budget 2006 de l'Etat : 12,8 millions de déficit

Le budget 2006 de l'Etat jurassien présente un déficit de 12,8 millions de francs. Globalement, les charges et les revenus augmentent faiblement. Les efforts du Gouvernement ont permis de contenir les dépenses, dont la progression est inférieure à l'inflation, sans pour autant résorber le déficit structurel auquel l'Etat reste confronté.

L'équilibre est d'autant plus difficile à atteindre que du côté des recettes, la substance fiscale a tendance à diminuer dans le Jura, pour les personnes physiques. L'amélioration de la capacité financière du canton, résultant surtout de variations d'autres cantons, prive le Jura d'environ 4 millions de francs de transferts fédéraux. Enfin l'opération BNS n'a pas d'effet positif sur le compte de fonctionnement, dans la mesure où les économies d'intérêts découlant de la réduction de la dette sont plus que compensées par la diminution annoncée de la part cantonale au bénéfice de la BNS.

Dans le détail, les charges de l'Etat s'élèvent à 690,4 millions de francs (+1,1%). L'augmentation des charges de personnel, par rapport à l'exercice 2005, s'élève à environ 1%. Comme en 2005, les employé-e-s de la fonction publique percevront les annuités et la moitié du renchérissement moyen. Les effectifs baissent légèrement pour le personnel administratif. Dans le secteur de l'enseignement, la diminution du nombre d'élèves a entraîné une réduction de 6,5 postes d'enseignant.

Les subventions progressent de 0,6%. L'Etat fait face à des augmentations importantes dans différents domaines, notamment la réduction des primes d'assurance maladie, les hospitalisations extérieures et les universités. La réévaluation des ressources à allouer aux prestations complémentaires permet de compenser en partie ces augmentations.

Les recettes totales de l'Etat s'élèvent à 677,6 millions de francs (+1,2% par rapport au budget 2005). La stagnation de l'impôt des personnes physiques contraste avec la progression attendue de l'impôt des entreprises (+12% par rapport à 2005), en lien avec la conjoncture actuelle. Des baisses de recettes ont été prises en compte au niveau des droits de mutation et de l'imposition des successions, en raison de réformes législatives en cours.

Les investissements réalisés sur le territoire cantonal vont à nouveau dépasser 200 millions de francs en 2006, dont 40 millions nets à charge de l'Etat jurassien. Le secteur routier en absorbe l'essentiel, les montants affectés à la construction de l'A16 augmentant à 156 millions. Les

subventions d'investissement (soutien accordé par l'Etat aux collectivités locales et à des particuliers) sont stables à 15,8 millions de francs.

Le degré d'autofinancement est en légère hausse à 50,5%, mais reste donc en deçà de l'objectif de 60%. Grâce au versement du capital issu de la vente d'or excédentaire de la BNS, l'Etat jurassien poursuit la réduction de sa dette. Celle-ci devrait atteindre à fin 2006 la somme de 335 millions de francs. La part de cette dette par rapport au revenu cantonal baisse à environ 12%, ce qui correspond à l'objectif stratégique fixé.

Les finances cantonales seront confrontées à différents enjeux importants ces prochaines années. Sur le plan national, la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons (RPT) sera introduite au début 2008. A l'échelle cantonale, l'évolution démographique prévisible continuera à peser sur la substance fiscale et sur la progression de certains types de charges, notamment dans les domaines de la santé et des prestations sociales.

Pour plus de renseignements, merci de contacter Gérald Schaller, ministre de la Justice et des finances (032/420 55 03)

BUDGET 2006 - COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ÉTAT

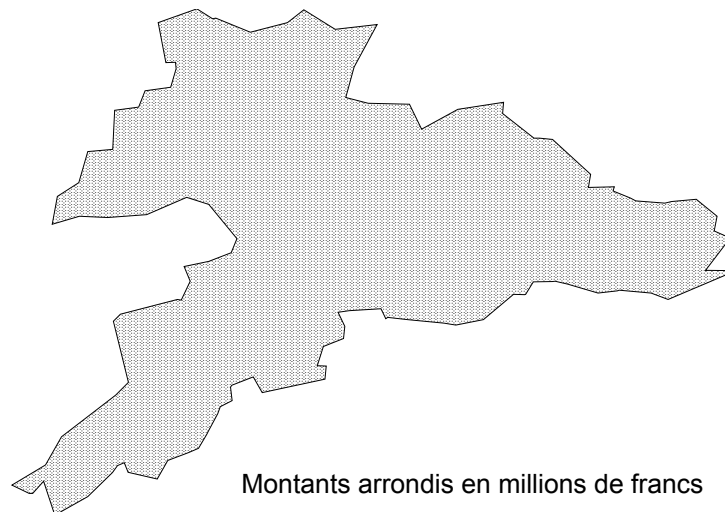
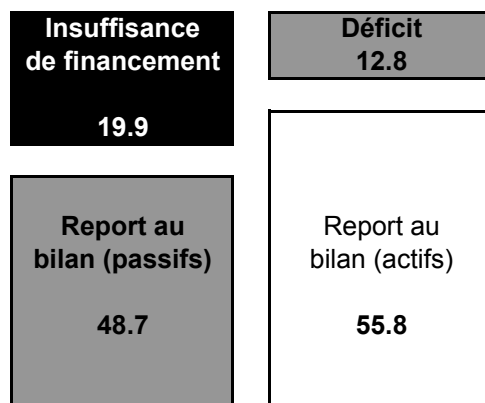
Montants arrondis en milliers de francs

L'excédent de charges est très proche de celui du budget 2005. Les investissements nets un peu inférieurs à ceux du budget 2005 induisent une insuffisance de financement également réduite. Le degré d'autofinancement est de 50,5%.

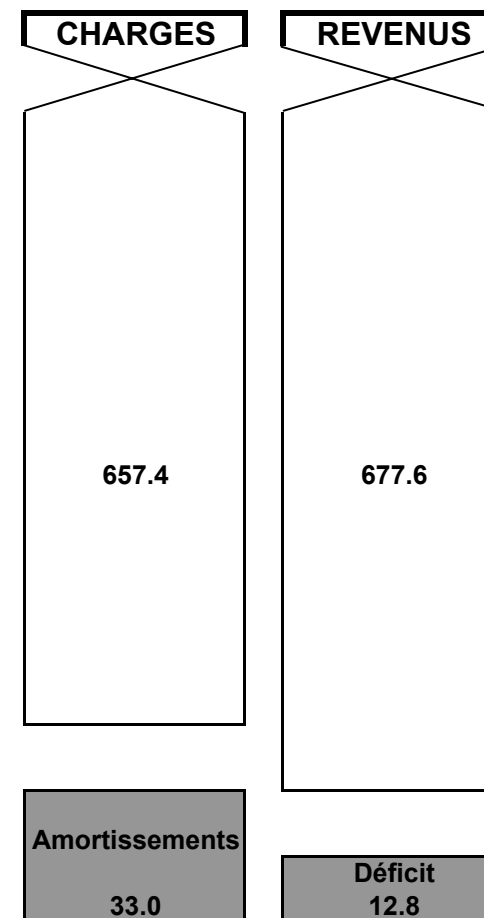
	Comptes 2004		Budget 2005		Budget 2006	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Fonctionnement						
Charges et revenus	757'848	769'069	682'518	669'805	690'366	677'615
Excédent de charges/revenus	11'221			12'713		12'751
Investissements						
Dépenses et recettes	51'183	19'689	58'956	16'726	55'752	15'647
Investissements nets		31'494		42'230		40'105
Financement						
Investissements nets	31'494		42'230		40'105	
Amortissements		111'989		32'600		33'000
Excédent de charges/revenus (fonctionnement)		11'221	12'713		12'751	
Insuffisance/excédent de financement	91'716			22'343		19'856
Variations au bilan						
Insuffisance/excédent de financement		91'716	22'343		19'856	
Report au bilan (passifs)	131'678		49'326		48'647	
Report au bilan (actifs)		51'183		58'956		55'752
Variation de la fortune	11'221			12'713		12'751

BUDGET 2006 - PRÉSENTATION SCHÉMATIQUE DU BUDGET EN 4 PHASES

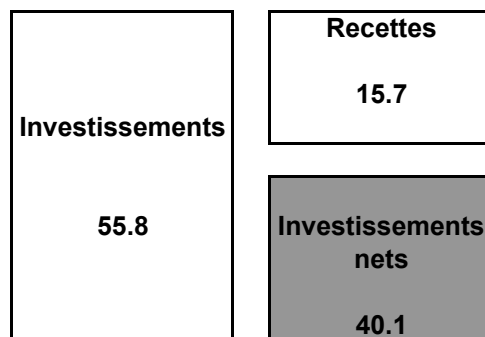
4 VARIATIONS AU BILAN



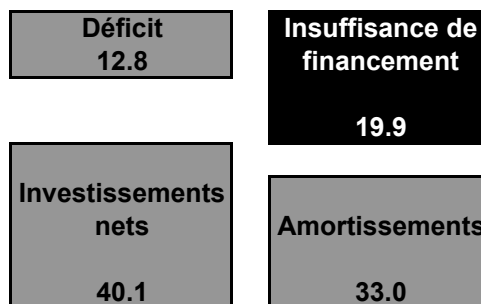
1 FONCTIONNEMENT



2 INVESTISSEMENTS



3 FINANCEMENT



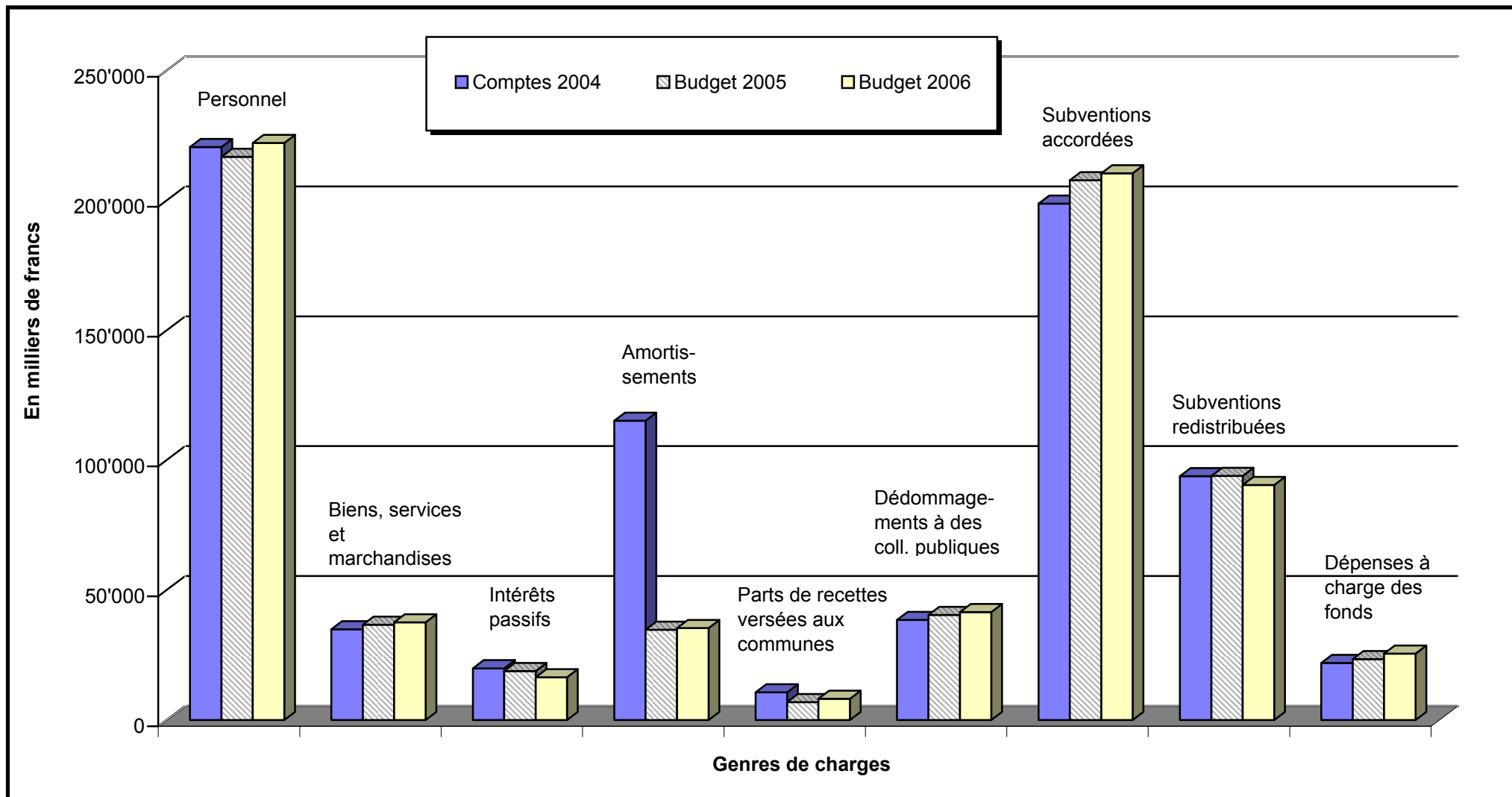
BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES CHARGES

Montants arrondis en milliers de francs

Sans les écritures purement comptables, les charges augmentent de 2% par rapport au budget 2005.

No	Libellé du compte	Comptes 2004		Budget 2005		Budget 2006		Ecarts Budgets 05/06
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
30	CHARGES DE PERSONNEL	220'635	29.11	216'913	31.78	222'238	32.19	2.45
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	34'942	4.61	36'739	5.38	37'600	5.45	2.34
32	INTÉRÊTS PASSIFS	19'932	2.63	18'880	2.77	16'450	2.38	-12.87
33	AMORTISSEMENTS	115'213	15.20	34'750	5.09	35'450	5.13	2.01
34	PARTS DE RECETTES VERSÉES AUX COMMUNES	10'666	1.41	6'890	1.01	8'173	1.18	18.62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBL.	38'576	5.09	40'515	5.94	41'624	6.03	2.74
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	198'874	26.24	207'838	30.45	210'537	30.50	1.30
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	93'952	12.40	93'993	13.77	90'549	13.12	-3.66
377	DÉPENSES À CHARGE DES FONDS	22'037	2.91	23'430	3.43	25'607	3.71	9.29
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	2'103	0.28	1'805	0.26	1'348	0.20	-25.32
39	IMPUTATIONS INTERNES	918	0.12	765	0.11	790	0.11	3.27
3	TOTAL DES CHARGES	757'848	100.00	682'518	100.00	690'366	100.00	1.15

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES CHARGES



BUDGET 2006 - PRINCIPALES VARIATIONS DES CHARGES PAR RAPPORT AU BUDGET 2005

Montants bruts arrondis en millions de francs

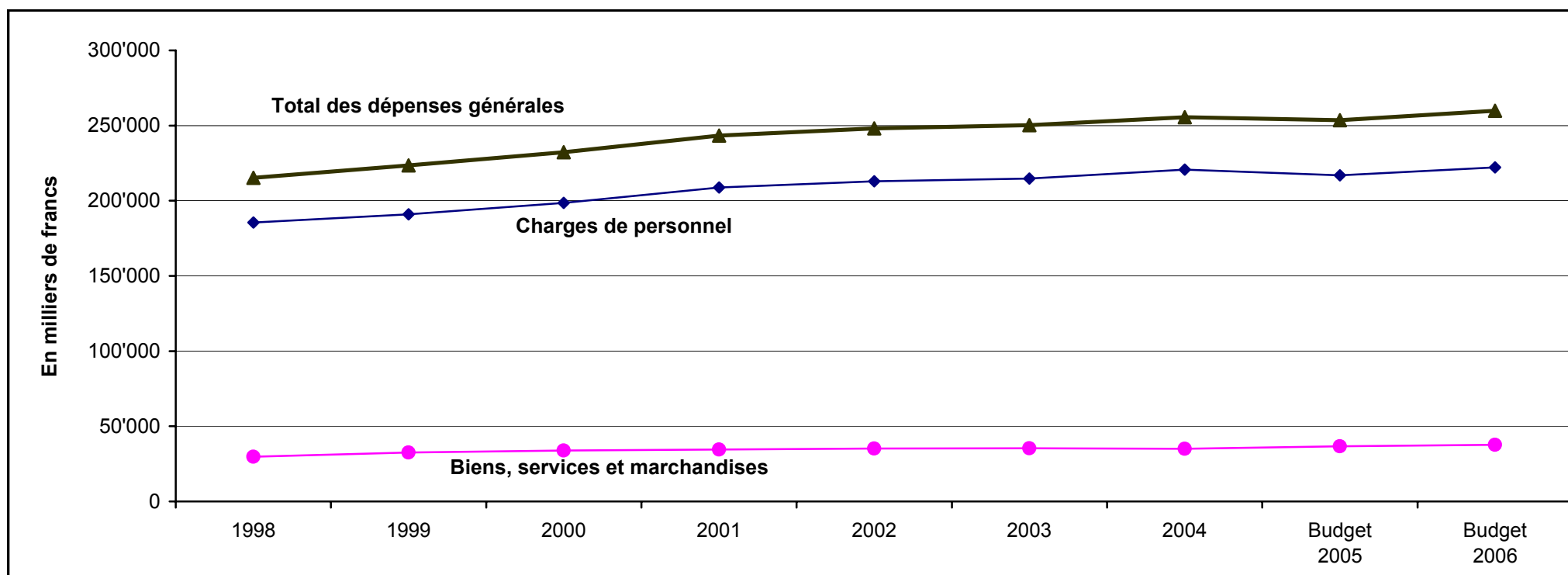
Augmentations	Rubriques	Montants	Diminutions	Rubriques	Montants
Charges de personnel écoles moyennes et prof.	30	1.10	Biens et services Informatique (principalement résiliation leasing)	31	0.85
Charges de personnel Ecole de soins infirmiers	30	1.05	Biens et services Forêts (inventaire forestier en 2005)	31	0.30
Charges de personnel fouilles archéologiques A16	30	1.00	Biens et services Agriculture	31	0.25
Charges de personnel écoles obligatoires	30	0.90	Intérêts passifs	32	2.45
Charges de personnel administration	30	0.70	Parts des communes aux taxes de successions et donations	340	0.10
Economies budgétisées en 2005 sur le pers. adm.	301	0.60	Ecoles professionnelles extérieures	351	0.20
Biens et services Economie (partie. transfert de 365)	31	0.95	HES Santé-social	351	0.20
Biens et services Ponts et chaussées (notam. ouverture tunnels A16)	31	0.90	Homes médicalisés	364	0.75
Biens et services Eaux et protection de la nature (études et mandats)	31	0.20	Unités psychiatriques	364	0.45
Biens et services Culture (mandats)	31	0.15	Hospitalisations en chambres privée et mi-privée	364	0.25
Biens et services Etat civil et habitants (projets pour intégration)	31	0.15	Aide aux entreprises (partie. transfert à 318)	365	0.70
Eliminations	330	0.30	Prestations complémentaires AVS/AI	366	2.10
Amortissements	331	0.40	Dépenses d'assistance	366	0.20
Part des communes à l'impôt des frontaliers	340	1.40	Subventions redistribuées	37	3.45
Hospitalisations extérieures	351	0.75	Attributions aux fonds	380	0.45
Universités	351	0.70			
Parts à l'AVS et à l'AI	360	1.05			
Alimentation de fonds	363	0.20			
Hôpital du Jura	364	1.30			
Institutions sociales extérieures	364	0.85			
Institutions sociales jurassiennes	364	0.65			
Aides et soins à domicile	364	0.65			
Ecoles privées	365	0.35			
Subventions à l'agriculture	365	0.20			
Réduction des primes assurance maladie	366	1.50			
Bourses	366	0.30			
Dépenses du fonds de péréquation	377	1.10			
Dépenses du fonds de la coopération	377	0.60			
Dépenses du fonds pour l'emploi	377	0.55			
TOTAL		20.55	TOTAL		12.70

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES DÉPENSES GÉNÉRALES

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005	Budget 2006
Charges de personnel	185'590	190'977	198'551	208'819	212'939	214'839	220'635	216'913	222'238
Biens, services et marchandises	29'733	32'531	33'786	34'509	35'137	35'364	34'942	36'739	37'600
TOTAL DES DÉPENSES GÉNÉRALES	215'323	223'508	232'337	243'328	248'076	250'203	255'577	253'652	259'838

Les dépenses sont en augmentation de 2,4% par rapport au budget 2005. L'augmentation des charges de personnel paraît élevée. Dans les faits, elle ne devrait atteindre qu'environ 1% par rapport aux comptes 2005. L'augmentation du budget pour les biens, services et marchandises est due notamment à l'ouverture des sections 3 et 7 de l'A16.



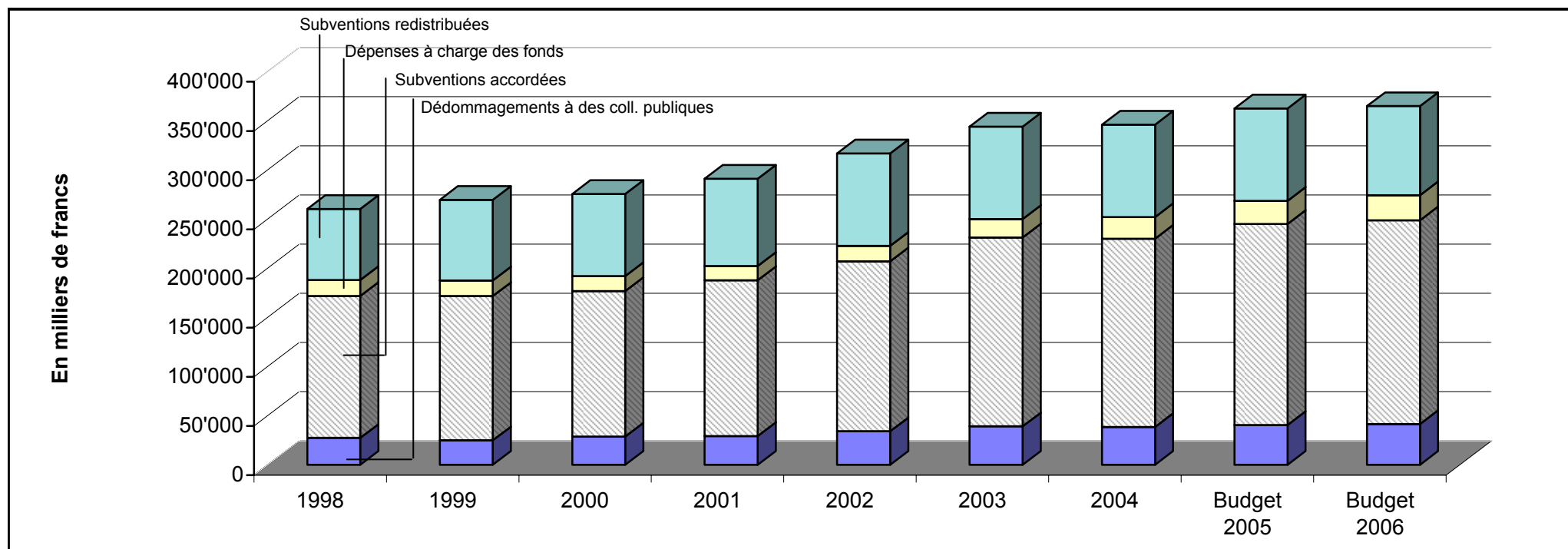
BUGET 2006 - ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005	Budget 2006
Dédommagements à des collectivités publiques	27'420	24'946	28'870	29'402	34'178	39'179	38'576	40'515	41'624
Subventions accordées *)	144'263	146'712	147'853	158'422	172'836	191'968	191'417	204'549	207'028
Dépenses à charge des fonds	16'249	15'854	15'248	14'456	15'782	18'902	22'037	23'430	25'607
Subventions redistribuées	72'209	81'924	83'504	88'619	93'953	93'949	93'952	93'993	90'549
TOTAL DES DÉPENSES DE TRANSFERT	260'141	269'436	275'475	290'899	316'749	343'998	345'982	362'487	364'808

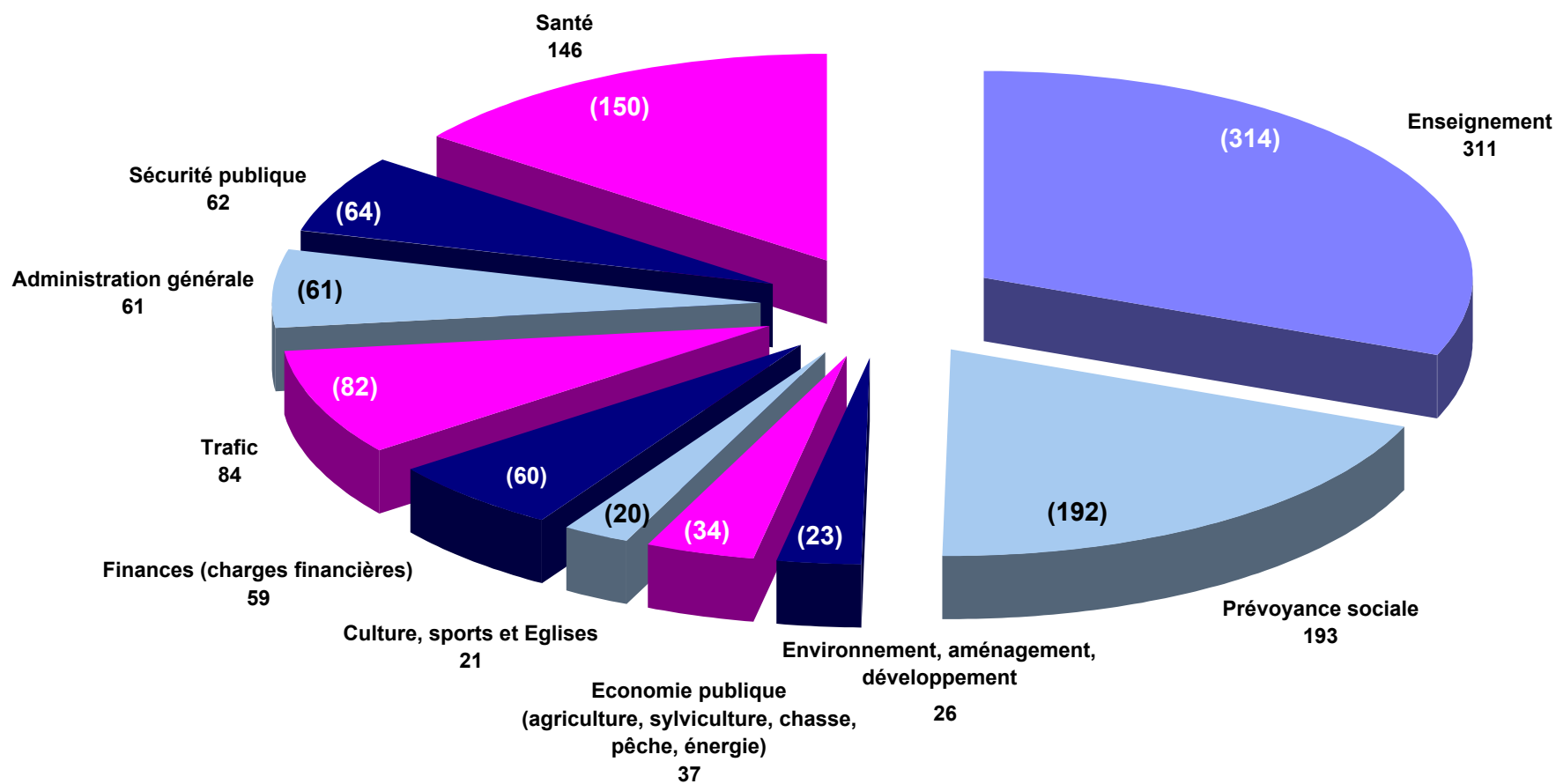
*) sans l'alimentation des fonds

Ces dépenses n'augmentent que de 0,6% par rapport au budget 2005. Cependant, abstraction faite des subventions redistribuées, la progression de nos dépenses propres atteint 2,1%.

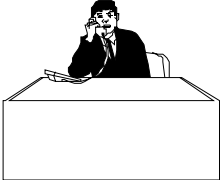
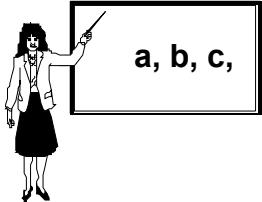


BUDGET 2006 - CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CHARGES BRUTES REELLES TOTALES

Une somme de 1'000 francs se répartit comme suit :
(Budget 2005 entre parenthèses)



BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

	Budget 2001	Budget 2002	Budget 2003	Budget 2004	Budget 2005	Budget 2006
<p>PERSONNEL ADMINISTRATIF (sans les fouilles archéologiques)</p> 	790.3	793.5	799.3	815.7	798.2	795.9
<p>PERSONNEL ENSEIGNANT</p> 	870.0	884.0	892.4	912.0	928.3	921.8

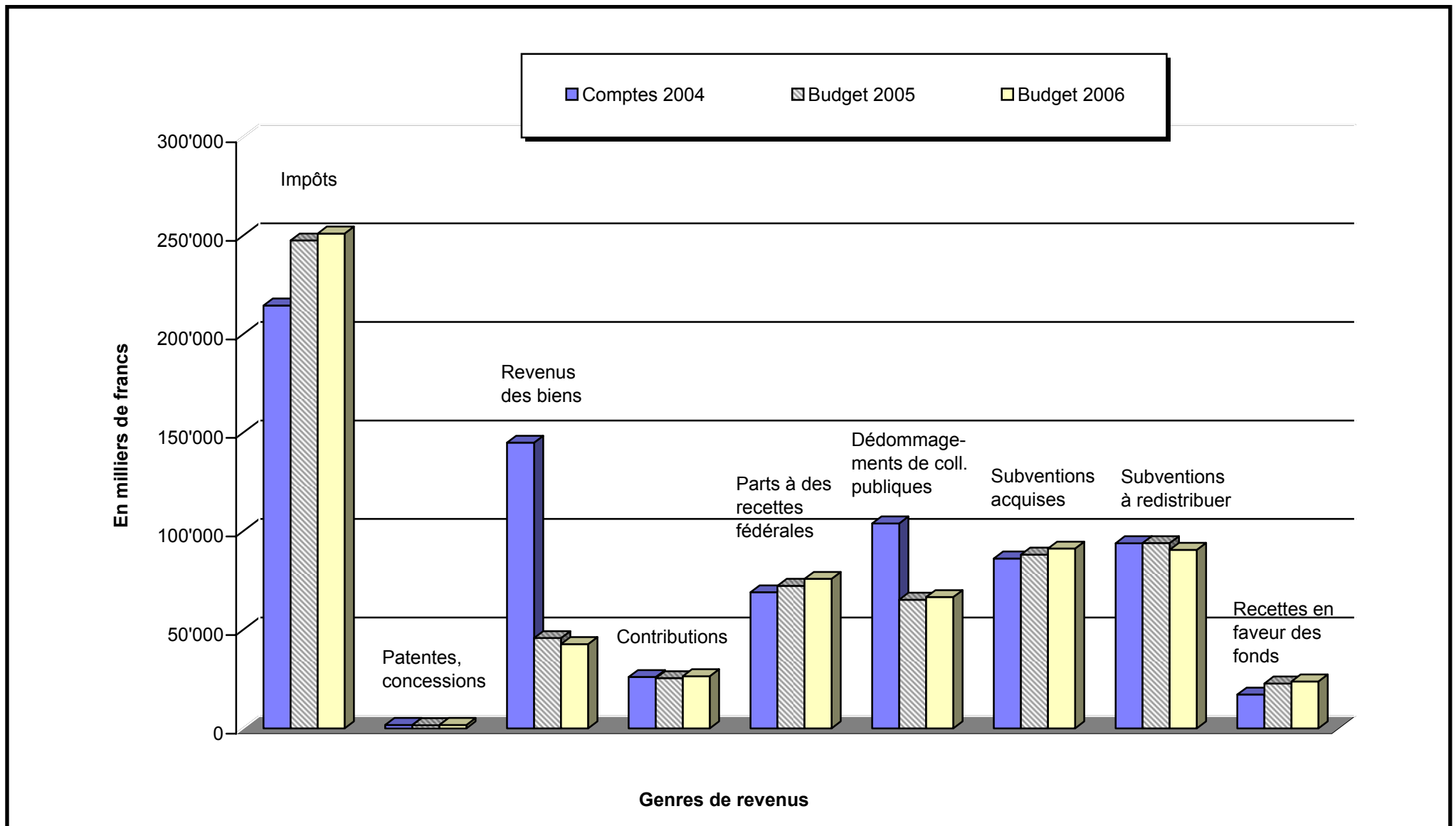
BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES REVENUS

Montants arrondis en milliers de francs

Sans les écritures purement comptables, les revenus augmentent de 1,8% par rapport au budget 2005.

No	Libellé du compte	Comptes 2004		Budget 2005		Budget 2006		Ecarts Budgets 05/06
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
40	IMPÔTS	214'555	27.90	247'498	36.95	251'051	37.05	1.44
41	PATENTES, CONCESSIONS	1'715	0.22	1'641	0.24	1'700	0.25	3.60
42	REVENUS DES BIENS	144'911	18.84	45'821	6.84	42'755	6.31	-6.69
43	CONTRIBUTIONS	26'049	3.39	25'472	3.80	26'434	3.90	3.78
44	PARTS À DES RECETTES FÉDÉRALES	69'007	8.97	72'299	10.79	75'840	11.19	4.90
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	103'988	13.52	65'308	9.75	66'606	9.83	1.99
46	SUBVENTIONS ACQUISES	86'150	11.20	88'107	13.15	91'206	13.46	3.52
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	93'952	12.22	93'993	14.03	90'549	13.36	-3.66
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	17'160	2.23	22'787	3.40	23'813	3.51	4.50
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS	10'664	1.39	6'114	0.91	6'871	1.01	12.38
49	IMPUTATIONS INTERNES	918	0.12	765	0.11	790	0.12	3.27
4	TOTAL DES REVENUS	769'069	100.00	669'805	100.00	677'615	100.00	1.17

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES REVENUS



BUDGET 2006 - PRINCIPALES VARIATIONS DES REVENUS PAR RAPPORT AU BUDGET 2005

Montants bruts arrondis en millions de francs

Augmentations	Rubriques	Montants	Diminutions	Rubriques	Montants
Impôt des frontaliers	400	1.40	Impôt sur le revenu des personnes physiques	400	2.20
Impôt à la source	400	0.85	Droits de mutation et de gages immobiliers	404	0.80
Impositions spéciales	400	0.30	Taxes des successions et donations	405	0.50
Impôt des personnes morales	401	3.15	Part au bénéfice de la BNS	426	6.30
Impôts sur les gains immobiliers et de loteries	403	0.25	Loyers	427	0.35
Taxes des véhicules	406	1.10	Subvention fédérale pour prest. compl. AVS/AI	460	0.75
Intérêts actifs	42	3.60	Parts des communes aux prestations complémentaires AVS/AI	462	0.45
Emoluments	431	0.35	Subventions fédérales à redistribuer	470	3.45
Remboursements de frais	436	0.60			
Part à l'impôt fédéral direct	440	3.00			
Part aux droits de douane sur les carburants	440	0.40			
Part à l'impôt anticipé	440	0.15			
Parts des communes à l'enseignement	452	0.75			
Subventions fédérales A16, y c. fouilles archéol.	460	1.80			
Subvention fédérale réduction primes ass. mal.	460	1.35			
Subventions fédérales Etat civil et habitants (transfert de 436)	460	0.40			
Subventions fédérales à l'agriculture	460	0.20			
Parts des communes à l'AVS et à l'AI	462	0.35			
Parts des communes à l'action sociale	452-462	0.70			
Recettes du fonds pour l'emploi	477	0.55			
Recettes du fonds de péréquation	477	0.30			
Recettes du fonds pour la promotion du sport	477	0.15			
Prélèvements sur les fonds	480	0.75			
Solde de variations mineures diverses		0.15			
TOTAL		22.60	TOTAL		14.80

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

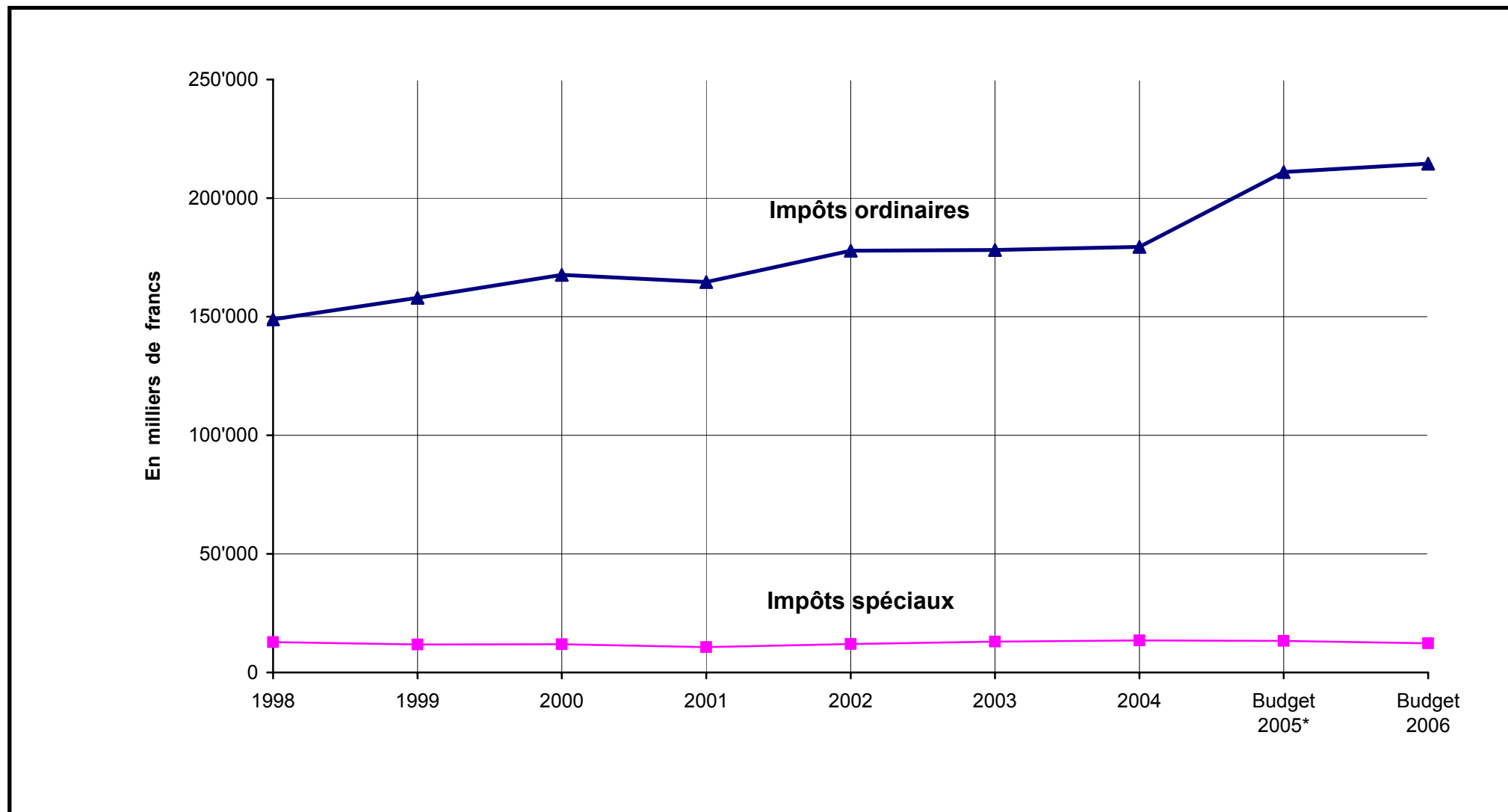
Montants arrondis en milliers de francs

Ce budget confirme le constat d'une stagnation dans les progressions annuelles de l'impôt des personnes physiques, contrairement aux personnes morales. La baisse des impôts spéciaux est uniquement due à des modifications législatives déjà intervenues ou à venir.

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005*	Budget 2006
Impôts ordinaires									
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	134'654	141'700	144'368	142'834	157'076	159'019	157'335	185'476	185'852
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	14'238	16'257	23'252	21'737	20'755	19'089	22'150	25'502	28'635
Total	148'892	157'957	167'620	164'571	177'831	178'108	179'485	210'978	214'487
Impôts spéciaux									
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	1'193	1'670	1'674	1'667	1'885	1'766	1'524	1'820	2'065
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	7'249	7'244	7'163	5'960	6'895	7'159	8'522	8'000	7'200
Impôts sur les successions et les donations (405)	4'378	2'888	3'027	3'076	3'209	4'046	3'419	3'500	3'000
Total	12'820	11'802	11'864	10'703	11'989	12'971	13'465	13'320	12'265

*La quotité d'impôts est passée de 2,3 à 2,85 suite au transfert des charges de la santé à l'Etat.

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX



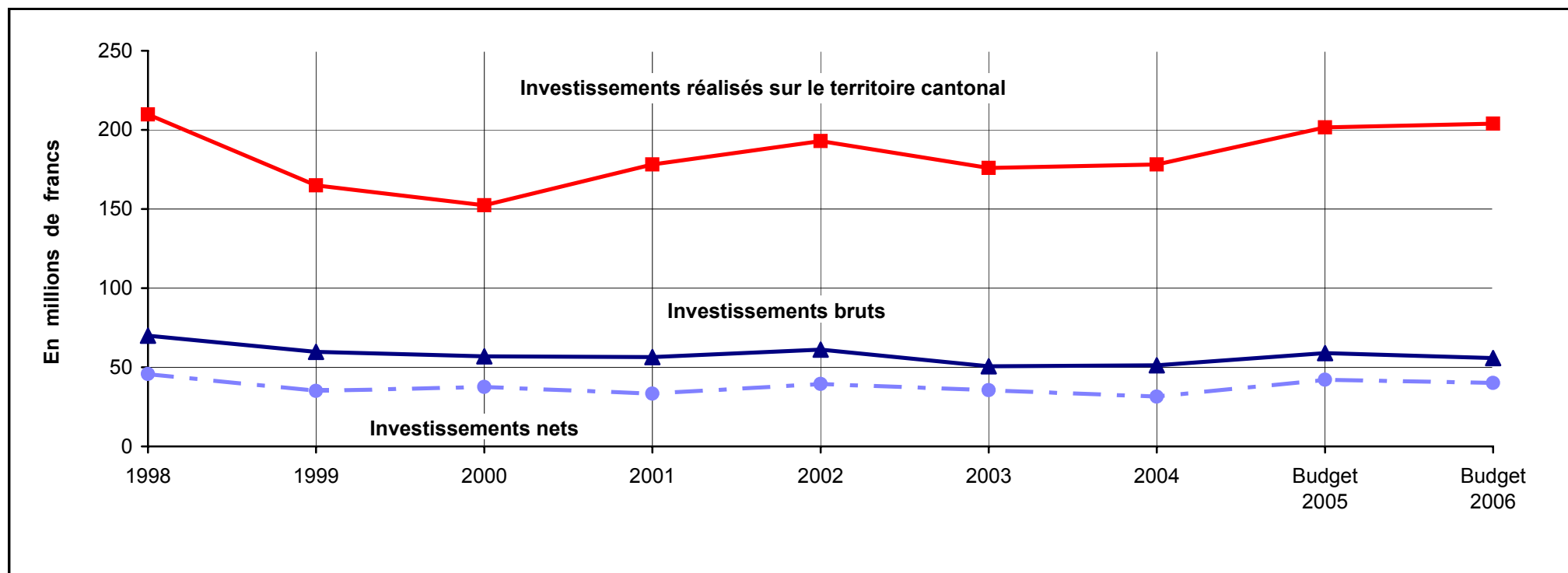
*La quotité d'impôts est passée de 2,3 à 2,85 suite au transfert des charges de la santé à l'Etat.

BUDGET 2006 - VOLUME DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL

Montants arrondis en millions de francs

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005	Budget 2006
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	209.8	165.0	152.3	178.1	192.9	175.9	178.1	201.5	204.0
Investissements bruts	70.0	59.7	56.9	56.5	61.1	50.6	51.2	59.0	55.8
Investissements nets	45.7	35.0	37.6	33.4	39.5	35.5	31.5	42.2	40.1

La forte progression des investissements réalisés dès 2005 sur le territoire cantonal est principalement liée au volume des travaux effectués sur l'A16.



BUDGET 2006 - LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT

PRINCIPAUX CHANTIERS

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ▣ Construction A16
- ▣ Maintenance routière
- ▣ Aménagement H18
- ▣ Extension du Lycée
- ▣ Aménagements dans les gares CFF
- ▣ Aménagements de routes cantonales
- ▣ Nouvelle application du Service des contributions (Captif II)



A16 - Roche-Saint-Jean

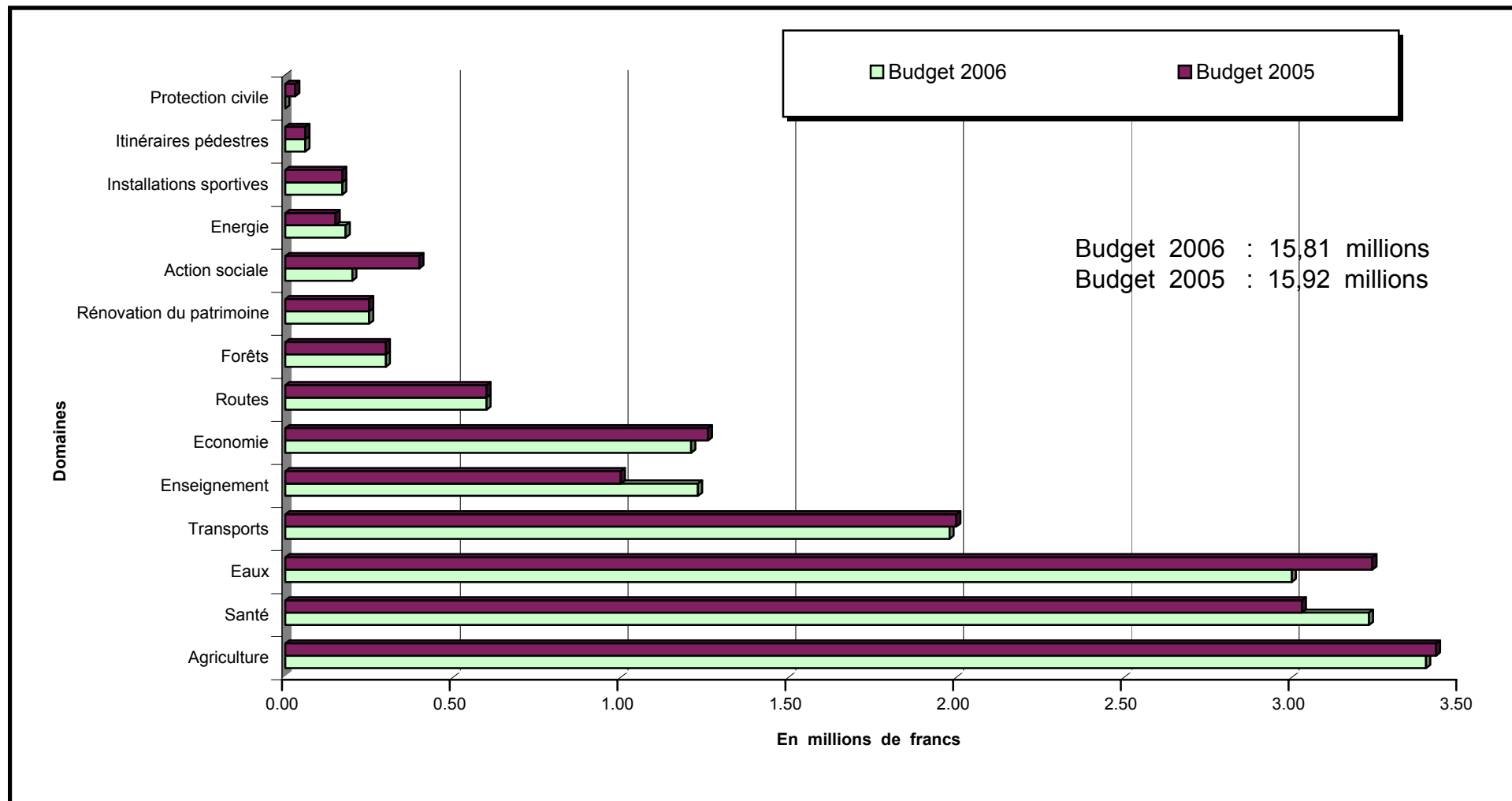
Montants arrondis en millions de francs

	Investissements réalisés sur le territoire cantonal	Part cantonale nette
	156.0	7.8
	3.0	2.6
	2.8	1.6
	2.5	2.5
	1.9	1.9
	1.5	1.2
	1.0	1.0
TOTAL	168.7	18.6

Ce montant représente 82,7% des investissements réalisés sur le territoire cantonal

Cette somme constitue 46,4% de l'investissement net total budgétisé pour 2006

BUDGET 2006 - RÉPARTITION DES SUBVENTIONS NETTES D'INVESTISSEMENTS

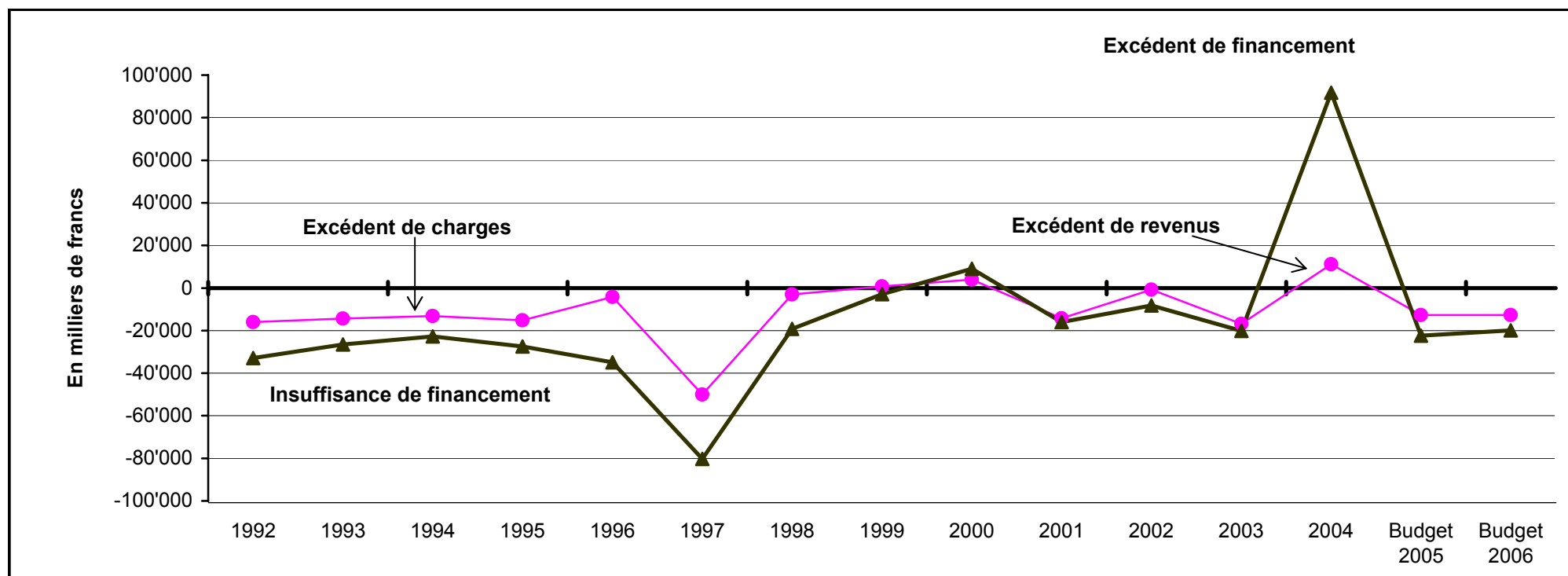


BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DU FINANCEMENT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005	Budget 2006
Résultat du compte de fonctionnement	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718	-16'792	11'221	-12'713	-12'751
Insuffisance/excédent de financement	-32'936	-26'514	-22'759	-27'484	-34'888	-80'268	-19'255	-2'842	9'001	-15'986	-8'262	-20'134	91'716	-22'343	-19'856

L'indice de capacité financière du canton du Jura passe de 33 à 38. Cela se traduit par un manque à gagner de 4 mios sur nos parts fédérales. L'excédent de charges reste toutefois quasiment identique à celui du budget 2005. L'insuffisance de financement est par contre un peu plus basse en fonction des investissements nets et des amortissements.

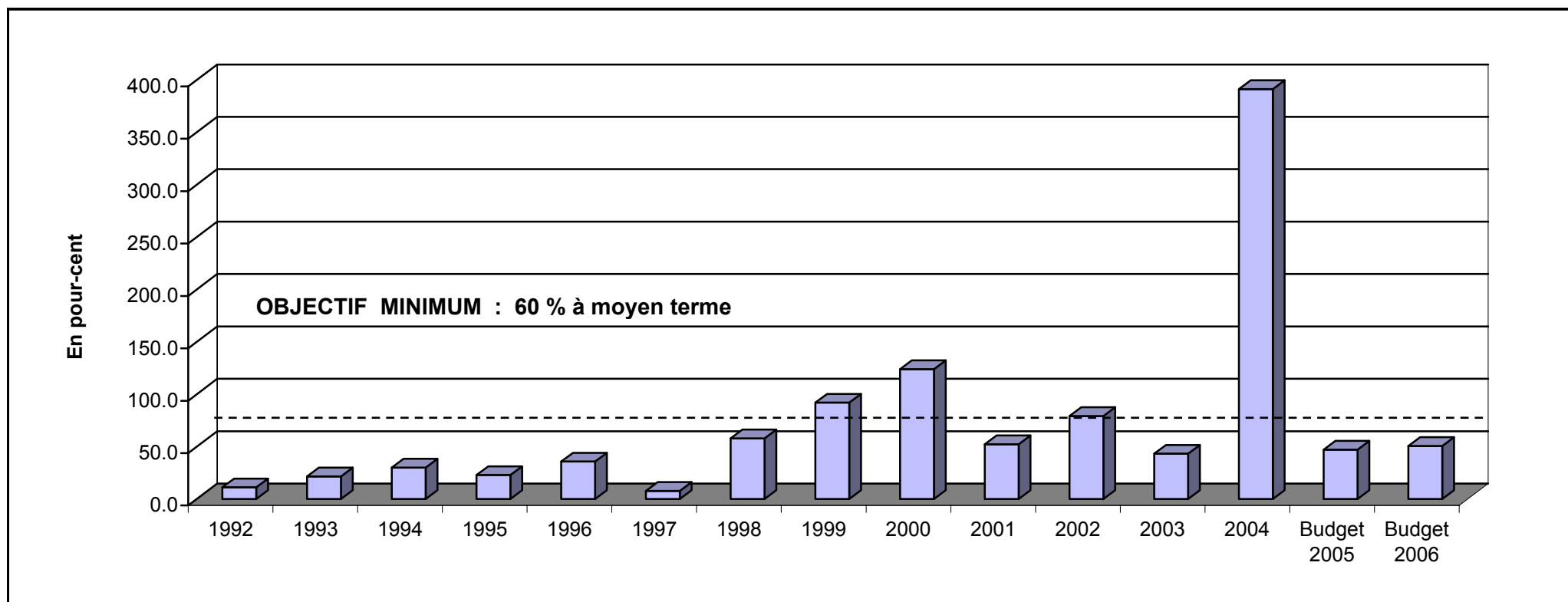


BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DU DEGRÉ D'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Calculé en % et arrondi à une décimale

Années	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Budget 2005	Budget 2006
Degré d'autofinancement	11.1	21.5	30.0	22.8	35.7	7.7	57.9	91.9	123.9	52.2	79.1	43.2	391.2	47.1	50.5

Le degré d'autofinancement s'améliore très faiblement par rapport à 2005 et reste en deçà de l'objectif. Cumulé sur les 8 dernières années (1999-2006) il se situera pourtant vers 180% (sans les effets extraordinaires et uniques BNS et FMB : 58%).



BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DE LA DETTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Suite aux opérations FMB et BNS, l'endettement cantonal et les charges d'intérêts qui en résultent ont sensiblement diminué. L'augmentation de la fortune qui découlera du produit extraordinaire reçu de la BNS baisse fortement le niveau de la dette nette.

Montants arrondis en millions de francs / en francs par habitant

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Estimations/Budgets	
								2005	2006
Dette brute ¹	494.7	492.0	494.7	502.6	492.1	511.6	460.7	380.0	335.0
- nouvelle définition dès l'année 2000 ²		535.9	542.2	557.9	547.4	571.9	524.8	445.0	400.0
En francs par habitant	7'173	7'131	7'189	7'306	7'125	7'413	6'674	5'507	4'848
Dette nette ³	341.8	339.1	341.8	350.9	358.6	378.4	287.9	90.0	115.0
En francs par habitant	4'956	4'915	4'967	5'101	5'192	5'483	4'171	1'304	1'664
Intérêts passifs ⁴	19.6	20.4	20.6	19.8	19.3	17.0	17	15.7	13.4
En % des charges réelles	4.2	4.2	4.1	3.8	3.5	3.0	2.9	2.7	2.2
En % des impôts directs et indirects (total des impôts cantonaux, rubrique 40)	10.8	10.7	10.2	10.1	9.1	8.0	7.9	6.4	5.3

¹ Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan)

² Dès l'année 2000, les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements dans l'agriculture sont intégrés au bilan de l'État (actifs et passifs)

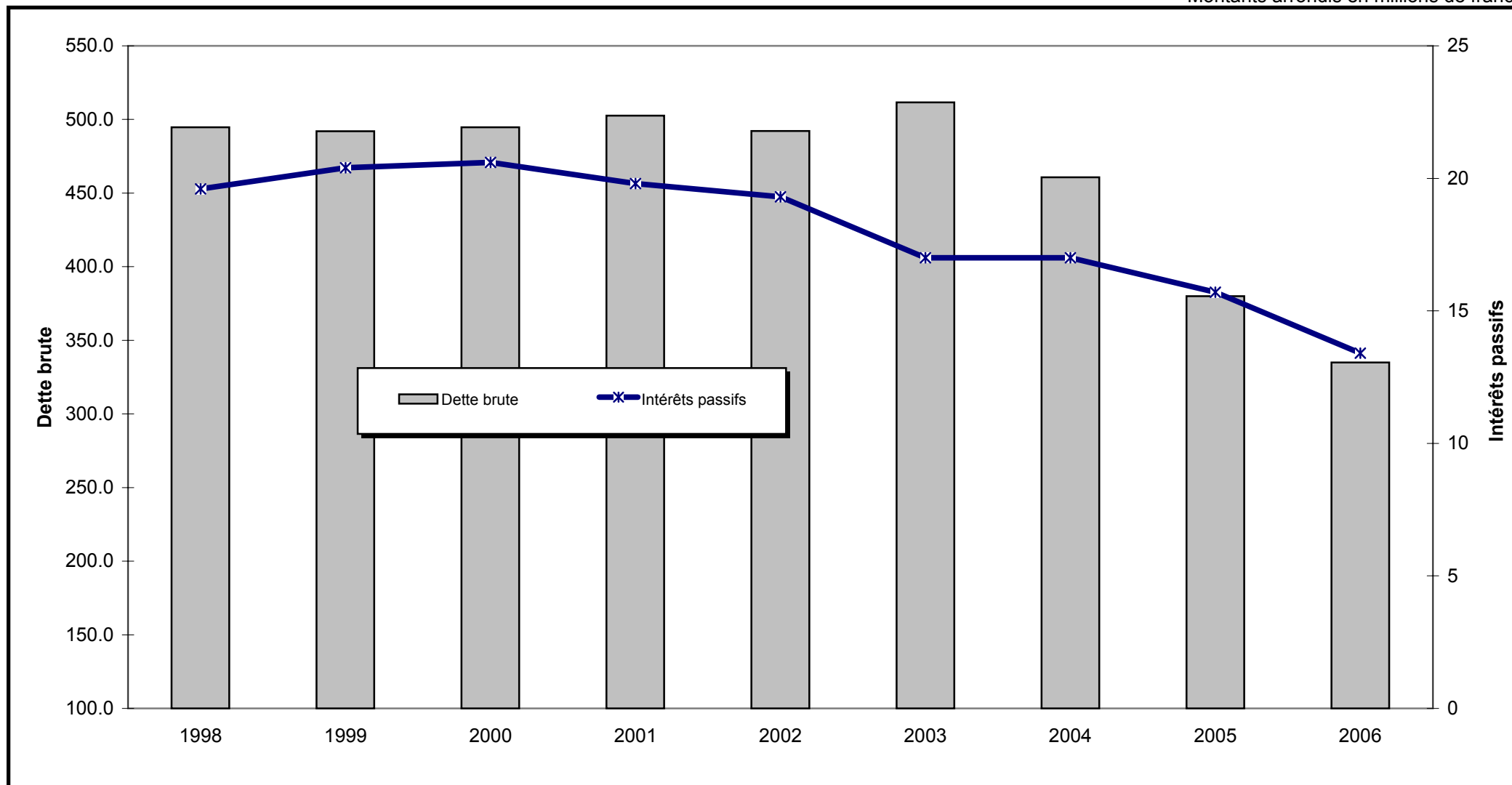
³ Patrimoine administratif sujet à amortissement (rubriques 14 et 16 du bilan) diminué de la fortune nette et des avances aux financements spéciaux

⁴ Opérations de couverture de taux par swap comptées en net

<i>Habitants au 1er janvier (ESPOP)</i>	<i>68'964</i>	<i>68'995</i>	<i>68'818</i>	<i>68'794</i>	<i>69'065</i>	<i>69'012</i>	<i>69'025</i>	<i>69'000</i>	<i>69'100</i>
---	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Montants arrondis en millions de francs



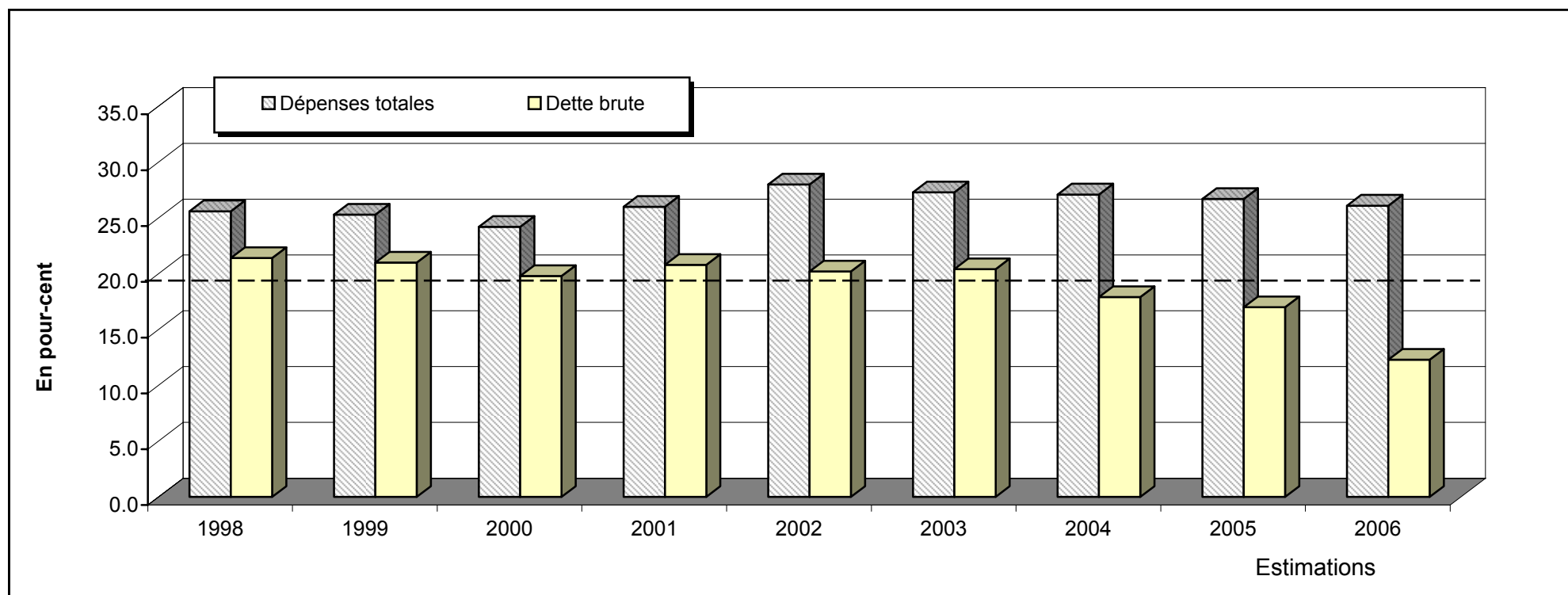
BUDGET 2006 - ÉVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ÉTAT

Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Estimations		
							2004	2005	2006
Quote-part des dépenses totales	25.6	25.3	24.2	26.0	28.0	27.3	27.1	26.7	26.1
Quote-part des investissements nets	2.0	1.5	1.5	1.4	1.6	1.4	1.2	1.6	1.5
Quote-part de la dette brute	21.4	21.0	19.8	20.8	20.2	20.4	17.9	17.0	12.3

Quotes-parts de l'État : grandeurs comparées au revenu cantonal

Les quotes-parts des dépenses totales et des investissements nets sont stables. L'introduction d'un frein à l'endettement, dont le principe a été accepté par le Parlement, pourra intervenir de manière opportune suite à la réduction de la dette.



BUDGET 2006

- Contrairement aux apparences, le budget 2006 n'est pas un "copié/collé" du budget 2005 :
 - faible potentiel de progression des recettes fiscales
 - impact conséquent de l'amélioration de l'indice de capacité financière à digérer
 - réduction de la dette, mais effets compensés de la distribution de l'or de la BNS
 - efforts pour contenir l'évolution des dépenses propres
 - frein à l'augmentation des dépenses de transfert.

- Il s'inscrit dans la politique financière arrêtée pour la législature sans pouvoir toutefois atteindre pleinement les objectifs.

- Les travaux permanents de planification financière devront permettre d'arrêter par anticipation les décisions afin de faire face aux défis de demain (introduction de la RPT, économie, conjoncture et démographie jurassiennes, substance fiscale, progression de certains types de charges, etc.).